

AU DELÀ DU CLIMAT...

Après les échecs successifs des «sommets» antérieurs [Rio 1992, Kyoto 1997, Copenhague 2009, Cancun 2010, Durban 2011, Lima 2014], la COP21, 21^{ème} conférence des Nations unies sur le climat, se tiendra à Paris du 30 novembre au 11 décembre prochain. Décrypter les enjeux géopolitiques, éco-nomiques et financiers qui entourent cette nouvelle grand-messe onusienne, c'est prédire - avec une marge d'erreur quasi nulle - un nouvel échec. Pour dépasser - peut-être - les intérêts divergents, les égoïsmes nationaux, les antagonismes historiques, la seule solution appartient aux peuples, à condition de vouloir sa mise en œuvre.

Ce que la science nous dit

D'ici à la fin du siècle, certaines recherches nous disent qu'il faut s'attendre à un réchauffement de 0.3° à 4,8° selon les différents scénarios d'émissions. Le changement climatique représente la première menace sur la sécurité alimentaire dans les prochaines décennies, en raison de son impact sur les rendements agricoles et la multiplication des sécheresses et des inondations, destructrices pour les récoltes.

Or il est «*extrêmement probable*» que ce dérèglement climatique soit lié aux émissions de gaz à effet de serre (GES) générées par les activités humaines. L'essentiel de ces gaz est produit par la fabrication de notre énergie, nos déplacements, notre alimentation et la déforestation. Entre 1900 et 2010, les émissions mondiales de GES ont crû de 30%. Avec, bien entendu, un profond sentiment d'injustice puisque les principales victimes sont les «*pays pauvres*» et les principaux responsables les «*pays riches*», dont la prospérité est bâtie sur une histoire meurtrière.

L'illusion des énergies renouvelables

Un jeu d'enfant! Puisque l'utilisation massive des combustibles fossiles constitue la cause principale du dérèglement climatique, il suffit de s'orienter vers les énergies renouvelables et les techniques douces, par le biais d'une «*transition énergétique*», véritable «*dynamique vertueuse créatrice de richesses et d'emplois, portée par une réglementation transparente, une écofiscalité équitable, le développement d'une culture de la citoyenneté énergétique*»! Une «*troisième révolution industrielle*» qui «*autoriserait même un partage local de la richesse issue de la valorisation du potentiel énergétique de chaque territoire, et contribuerait à diminuer les tensions géopolitiques induites par les inégalités d'accès à l'énergie*»! Selon les dirigeants et leurs valets, un authentique conte de fées! Solaire, éolien, hydraulique, biomasse, déchets, géothermie...: réserves insoupçonnées, perspectives mirobolantes d'énergie propre! On en oublierait presque que 50% de la consommation mondiale d'énergie est engloutie par seulement 15% de la population mondiale. On oublierait presque également que, malgré les discours lénifiants, 600 à 1.000 milliards de dollars de subventions publiques annuelles sont attribués aux énergies fossiles! Et si la réalité était beaucoup moins enthousiasmante?

L'énergie, c'est le pouvoir

La réalité, c'est d'abord un bilan chiffré: l'ensemble des énergies renouvelables ne représente actuellement que 14 % de l'énergie primaire totale consommée dans le monde (et seulement 6.4 % dans l'Union européenne). C'est dire que leur poids économique est très inférieur à leur visibilité médiatique. La leçon à tirer est donc une extrême prudence, parce que si les énergies renouvelables cumulées ont un potentiel théorique de production très élevé, ces gisements sont souvent extrêmement difficiles à exploiter massivement et de façon durable. D'autant que de nombreux

obstacles se dressent déjà ou se laissent entrevoir (puissance des lobbies du pétrole et du nucléaire, coût souvent élevé des investissements, lourdeur des démarches administratives...). Mais la réalité, c'est aussi les réalisations sur le terrain. Un peu partout sur la planète, d'immenses centrales photovoltaïques ou thermiques colonisent l'espace sur des surfaces considérables, expropriant de nombreuses populations. En France, la filière solaire est désormais tout entière aux mains des deux piliers de la politique énergétique: EDF et le CEA. Ce schéma vaut aussi pour l'éolien avec la création de «*parcs*» ou «*fermes*» de grande dimension. Idem pour les grands barrages hydroélectriques, dont les projets se multiplient. Avec les «*dommages collatéraux*» que l'on connaît: des... [ligne manquante] ...rurales dépossédées de leur lieu de vie, déportées et concentrées en milieu urbain pour y être prolétarisées.

Mais est-il si surprenant que l'énergie renouvelable se retrouve sous la coupe des grands trusts? L'histoire de l'énergie est aussi celle de la concentration du pouvoir. La gestion de l'énergie - entre autres - est entre les mains d'une caste de scientifiques, hauts fonctionnaires, militaires et hommes d'affaires (voire des mafias, ce qui n'est d'ailleurs pas très différent) dont le fonctionnement court-circuite toute décision politique face aux impératifs techniques.

Les énergies renouvelables ne peuvent en aucun cas constituer un support technique à un changement social radical sans une transformation préalable des structures politiques, des processus de décision. Les systèmes énergétiques conventionnels sont constitués de chaînes longues et complexes (extraction, production, transport, stockage, consommation). Tant que ces chaînes demeureront, même les énergies renouvelables offriront aux gouvernements la possibilité d'un contrôle politique sur les populations à travers leur dépendance énergétique, et aux multinationales l'opportunité de réaliser des profits par l'entretien de besoins artificiels. Évacuer la dimension sociale et les relations de pouvoir revient à réduire le traitement de la question énergétique à une... [ligne manquante] ... favorable aux carrières des politiciens, mais peu propice au bien-être des peuples.

Une société à reconstruire

Au-delà d'ajustements techniques stériles, une transformation culturelle et politique profonde est nécessaire pour envisager une société nouvelle. Entreprendre une «*décolonisation de son imaginaire*» pour percevoir que le dogme de la croissance économique illimitée est devenu la religion de la société moderne; que le gaspillage énergétique est une condition fondamentale du maintien du système économique mondial, c'est-à-dire que celui-ci ne peut se développer qu'en sapant ses propres fondements; que la foi aveugle dans les bienfaits de la technologie conduit à une impasse; que l'abondance des biens et services ne sera jamais un préalable à l'émancipation; que le problème des limites et de la finitude des ressources naturelles ne sera pas résolu par une fuite en avant suicidaire, mais par une analyse lucide de la condition humaine.

Il est temps de dissiper l'illusion qu'un haut degré de culture implique nécessairement un niveau de consommation d'énergie aussi élevé que possible. De détruire le mythe techno-scientifique et les fantasmes d'une société hyper-développée qui s'alimentent réciproquement. Il ne s'agit pas d'éviter un emballement du climat, mais bien de ... [ligne manquante] ...

Or un changement social radical ne fera pas, comme son nom l'indique, l'économie d'une révolution sociale s'attaquant à la «*racine*» des phénomènes. Ce n'est qu'en créant des groupes égalitaires et autonomes, fédérés entre eux, des structures sur la base d'unités à petite échelle, que les populations pourront se réapproprier leur avenir. L'objectif d'émancipation, l'aspiration des individus à travailler moins doivent conduire à définir librement les besoins individuels et collectifs, la finalité de la production.

Il faut profiter de l'occasion pour renverser le modèle capitaliste, la course à l'artificialisation des conditions de vie, la civilisation «*hors sol*». Abandonner une agriculture dont la productivité réelle a diminué à mesure que les exploitations dépendaient de plus en plus des combustibles, des fertilisants et du machinisme, au profit d'une agro-écologie qui reconstruit les sols et les écosystèmes en restructurant les communautés paysannes. L'avenir post-pétrole et post-croissance sera inévitablement plus sobre.

Jean Pierre TERTRAIS
Groupe la Commune (Rennes)